

L'industrie de l'énergie craint que la Maison-Blanche ne déclare une « urgence climatique » de type COVID



[Source : theepochtimes.com]

[Illustration : Lignes électriques à Dallas, Texas, le 12 juin 2022. (Shelby Tauber/Reuters)]

Par Jack Phillips

Certains groupes du secteur de l'énergie craignent que la Maison-Blanche ne déclare une situation d'urgence de type COVID-19, mais pour le climat.

« Ils penchent dans cette direction », a déclaré Tim Stewart, président de l'association américaine du pétrole et du gaz, à Just the News dans un article publié le 30 juillet. « Si l'on accorde au président les pouvoirs d'urgence nécessaires pour déclarer une urgence climatique, c'est comme pour le COVID. »

Une déclaration d'urgence sur le climat pourrait donner au président « une autorité vaste et incontrôlée pour tout fermer, des communications aux infrastructures », a déclaré M. Stewart, qui a critiqué l'administration Biden.

Les infrastructures liées à l'eau et à l'électricité pourraient être affectées par une telle décision, a-t-il ajouté.

« Ils peuvent littéralement faire exactement ce qu'ils ont fait dans COVID », a déclaré M. Stewart. « Si vous n'êtes pas d'accord avec l'urgence climatique, [le discours] peut être interrompu. Nous devons vraiment faire attention à cela, car ce pouvoir pourrait être étendu indéfiniment jusqu'à ce que l'“urgence climatique” soit terminée. Qui sait combien de temps cela pourrait durer ? »

Le service de presse de la Maison-Blanche n'a pas répondu à la demande de l'Epoch Times qui souhaitait savoir si l'administration préparait une telle déclaration.

Le président Joe Biden et d'autres responsables de l'administration ont déclaré que les États-Unis et le monde se trouvaient au cœur d'une « crise climatique » et ont utilisé des termes décrivant cette crise comme une urgence. Jusqu'à présent, M. Biden s'est abstenu de déclarer une situation d'urgence, bien que certains démocrates et groupes de défense de l'environnement en aient défendu l'idée.

Une soixantaine de démocrates du Congrès ont récemment soutenu une loi intitulée « Climate Emergency Act of 2021 » (loi sur l'urgence climatique de 2021), parrainée par le représentant Earl Blumenauer (D-Ore.), qui obligerait l'administration Biden à faire une déclaration d'urgence liée au climat.

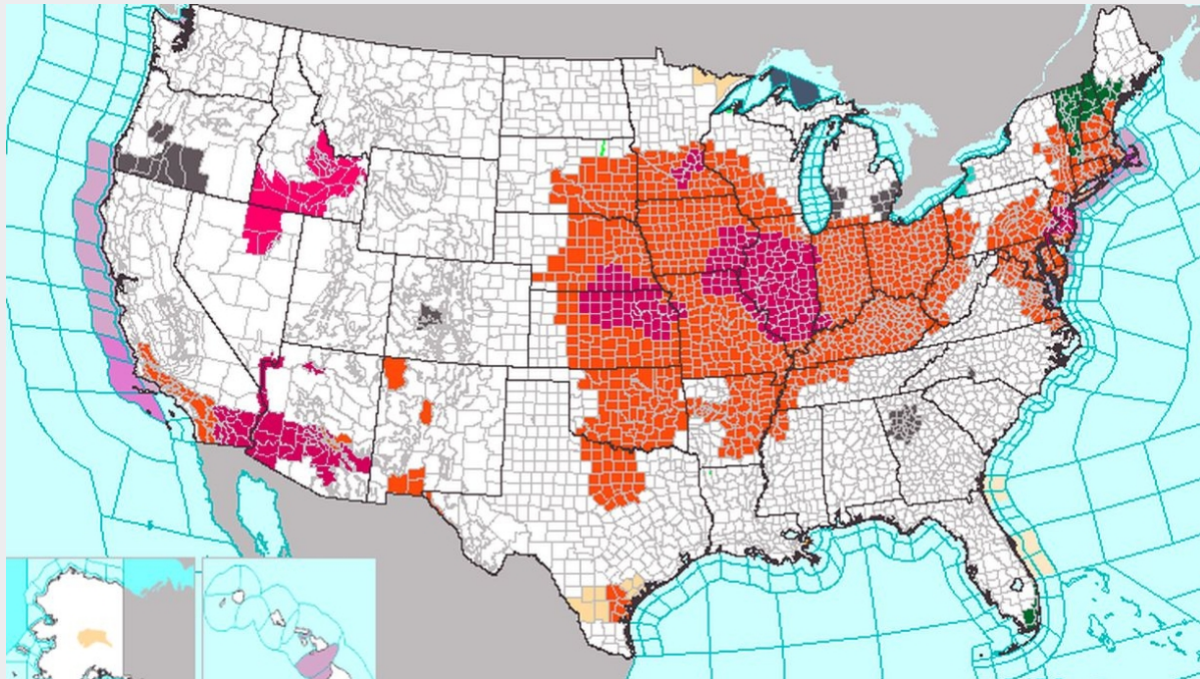
La semaine dernière, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a publié un message alarmiste affirmant que « l'ère du réchauffement climatique est terminée » et que « l'ère de l'ébullition mondiale est arrivée ». Utilisant des adjectifs tels que « terrifiant », M. Guterres a déclaré que les États membres de l'ONU « doivent transformer une année de chaleur brûlante en une année d'ambition brûlante ».

Un certain nombre de médias traditionnels, dont le Los Angeles Times, ont émis des propositions telles que la mise en œuvre délibérée d'un « black-out occasionnel » pour « aider à résoudre le problème du changement climatique ». Un article du Guardian publié la semaine dernière appelle l'administration Biden à « déclarer une urgence climatique » et affirme qu'elle « doit le faire maintenant ».

M. Stewart a récemment déclaré que l'article du LA Times et d'autres rapports similaires font partie d'une « guerre de propagande » destinée à « conditionner le public à penser qu'il est de son devoir envers l'État d'être misérable, d'avoir froid et d'avoir faim ».

« Il n'y a pas si longtemps, le simple fait de poser une telle question aurait été considéré comme absurde, même de la part des démocrates », a-t-il déclaré. « Après tout, l'un des problèmes majeurs des pays du tiers-monde est l'absence d'infrastructures et d'approvisionnement énergétiques fiables. »

La semaine dernière, alors que les températures étaient relativement élevées sur la côte Est, la Maison-Blanche a diffusé ce qu'elle a décrit comme la « toute première » alerte au risque de vague de chaleur pour les personnes travaillant à l'extérieur.



Carte des prévisions du National Weather Service pour le 27 juillet 2023. (Weather.gov)

« Le président Biden a demandé au ministère du Travail (DOL) d'émettre la toute première alerte au danger pour la chaleur, et le DOL renforcera également l'application de la loi pour protéger les travailleurs contre les chaleurs extrêmes », indique une fiche d'information de la Maison-Blanche publiée le 27 juillet. « Depuis des années, la chaleur est la première cause de mortalité liée aux conditions météorologiques en Amérique. »

À l'époque, l'annonce de M. Biden a été faite alors qu'environ 40 % de la population américaine était sous le coup d'avis de chaleur, selon le Service météorologique national (National Weather Service). Au 30 juillet, le temps chaud était principalement relégué au sud-est des États-Unis, selon l'agence.

Le plus grand opérateur de réseau électrique du pays a également lancé une alerte d'urgence, qui a pris fin le 28 juillet, en raison de la forte demande.

« PJM a émis ces alertes pour aider les producteurs à se préparer à l'arrivée de fortes chaleurs », a déclaré l'opérateur du réseau. « Une alerte au temps chaud permet de préparer le personnel et les installations de transmission et de production à une chaleur et/ou une humidité extrêmes susceptibles de causer des problèmes de capacité sur le réseau. »

« On s'attend à ce que les températures soient proches ou supérieures à 90 degrés dans ces régions, ce qui augmente la demande d'électricité. »

Les données de l'Agence pour la protection de l'environnement (Environmental Protection Agency) montrent notamment que certaines des vagues de chaleur les plus fortes aux États-Unis ont eu lieu dans les années 1930, et plus

particulièrement en 1936. Au cours de cette même décennie, le Dust Bowl s'est produit, endommageant considérablement les terres agricoles du centre des États-Unis et provoquant un exode massif des agriculteurs vers le sud de la Californie, qui a inspiré à l'auteur John Steinbeck les « Raisins de la colère ».

En début d'année, PJM a publié un rapport suggérant que les politiques étatiques et fédérales visant à décarboner le réseau « [présentaient] des risques de fiabilité croissants pendant la transition, en raison d'un décalage potentiel entre les retraits de ressources, la croissance de la charge et le rythme d'entrée de la nouvelle production ».

La décarbonisation du réseau fait référence à la réduction de l'utilisation des combustibles fossiles et au recours accru aux sources d'énergie solaire, éolienne et hydroélectrique.